

---

# Paix, sécurité: ce que les mots veulent dire

---

Jean-Paul Chagnollaud

A une semaine d'intervalle, entre fin février et début mars, deux séries d'attentats en Israël ont entraîné la mort de plusieurs dizaines de personnes et blessé gravement des dizaines d'autres. Ces attentats ont profondément choqué la société israélienne par leur localisation, en plein cœur de Jérusalem et de Tel Aviv, par leur caractère répétitif et par leur forme: attentats-suicides dans lesquels un homme se révèle assez fanatique pour se transformer en bombe humaine. Cette irruption de violence aveugle fût d'autant plus éprouvante qu'elle intervint peu de temps après les élections palestiniennes qui avaient constitué un moment assez exceptionnel puisqu'elles semblaient annoncer une rassurante normalisation. Dans ce monde depuis si longtemps déchiré et tourmenté, un acte, ailleurs aussi banal que des élections, prenait soudain une dimension presque exemplaire. Les Palestiniens en tiraient une profonde satisfaction, les Israéliens un profond soulagement. Tout cela nourrissait l'espoir d'un avenir moins sombre que tout ce qui avait été vécu jusqu'à maintenant...

Au-delà de ces moments accablants, il faut chercher à saisir les perspectives politiques dans lesquelles ils s'insèrent et par lesquelles en définitive, ils prennent tout leur sens. Une telle analyse peut ainsi soit relativiser l'importance du drame ou, au contraire, souligner ce qu'il met en lumière de profond et de durable. En l'occurrence, la situation actuelle me semble malheureusement appartenir à la seconde hypothèse: la succession de tensions extrêmes qui caractérise aujourd'hui la situation révèle un état de malaise particulièrement grave.

Tout peut mieux se comprendre si l'on veut bien réfléchir à ce que les mots veulent vraiment dire. Pas n'importe quels mots. Mais des mots essentiels, fondamentaux, déterminants: paix et sécurité. Tous les débats,

---

Été 1996

toutes les analyses, tous les textes y font désormais référence. Autour d'eux, se déploie ainsi depuis plus de deux ans, un discours de plus en plus convenu, de plus en plus opaque qui aboutit en définitive à occulter, à masquer les réalités qu'ils sont sensés désigner. Or en eux-mêmes, ces mots ne signifient rien. Ils sont comme d'immenses et magnifiques vasques qui, par la fascination qu'elles exercent, font oublier que l'essentiel n'est pas dans ce qu'elles paraissent mais bien dans ce qu'elles contiennent.

---

## La paix

---

Sa définition renvoie à un état ou à des situations où il n'existe ni violences ni conflits ni querelles ni troubles d'aucune sorte. Dans cette perspective, on peut tout aussi bien parler de la paix entre des voisins, de la paix entre des nations comme de la paix des cimetières qui, assurément, est la plus tranquille de toutes. On peut avoir la conscience en paix, préférer une paix armée à la paix des braves, refuser une paix honteuse, vouloir laisser les morts en paix, laisser quelqu'un en paix, goûter une paix profonde, accepter ou dénoncer une paix séparée, critiquer ou rechercher une paix forcée. On peut aussi faire, signer, conclure, ratifier, soutenir ou refuser la paix. On peut aussi prendre les armes pour pacifier ou faire la guerre pour imposer la paix...

On le devine aisément: tout dépend bien du contenu et donc de la nature de la paix. Une paix peut être le prélude à une profonde et féconde transformation des rapports entre deux peuples qui se sont fait la guerre comme elle peut être le moment terrible où l'un des deux doit se soumettre pour longtemps à l'autre parce qu'il est le vaincu. La première est une paix juste, la seconde est injuste. La première sera durable, la seconde précaire.

On oublie toujours que, pour avoir négligé ces remarques élémentaires, la plus grande conférence de paix du XX<sup>ème</sup> siècle (celle de Paris en 1919) a engendré tant d'humiliations et de frustrations au Proche-Orient, en Turquie, en Europe centrale et, bien sûr, en Allemagne qu'elle a finalement organisé les scénarios des guerres à venir. Ils furent terribles.

Presque trois ans après la reconnaissance mutuelle intervenue entre Israël et l'OLP, on ne répètera jamais assez à quel point l'existence même de ce processus de négociations constitue une avancée historique et décisive entre les Palestiniens et les Israéliens. Mais en même temps, il faut cesser de se payer de mots en répétant comme de Gaulle l'avait fait, avec ironie, à propos de l'Europe, "*la paix, la paix, la paix*" pour enfin prendre conscience de l'orientation que prend actuellement ce processus: il est évident que s'il se poursuit sur les mêmes bases, il va créer, sur le terrain, une situation profondément inégale où les Israéliens disposeront de tous les moyens pour ancrer leur domination dans tous les domaines essentiels. Cette paix sera alors profondément injuste, et donc, à terme, précaire.

Depuis des décennies, la formidable âpreté de ce conflit réside dans le fait qu'il s'agit du combat de deux peuples pour une même terre. De la guerre civile de 1936 jusqu'à la création d'Israël comme de la guerre de 1948 à la lutte armée menée, en son temps, par l'OLP, l'obsession des uns et des autres, dans des conditions historiques différentes, a toujours été l'établissement de leur souveraineté sur l'intégralité du territoire situé entre le Jourdain et la Méditerranée.

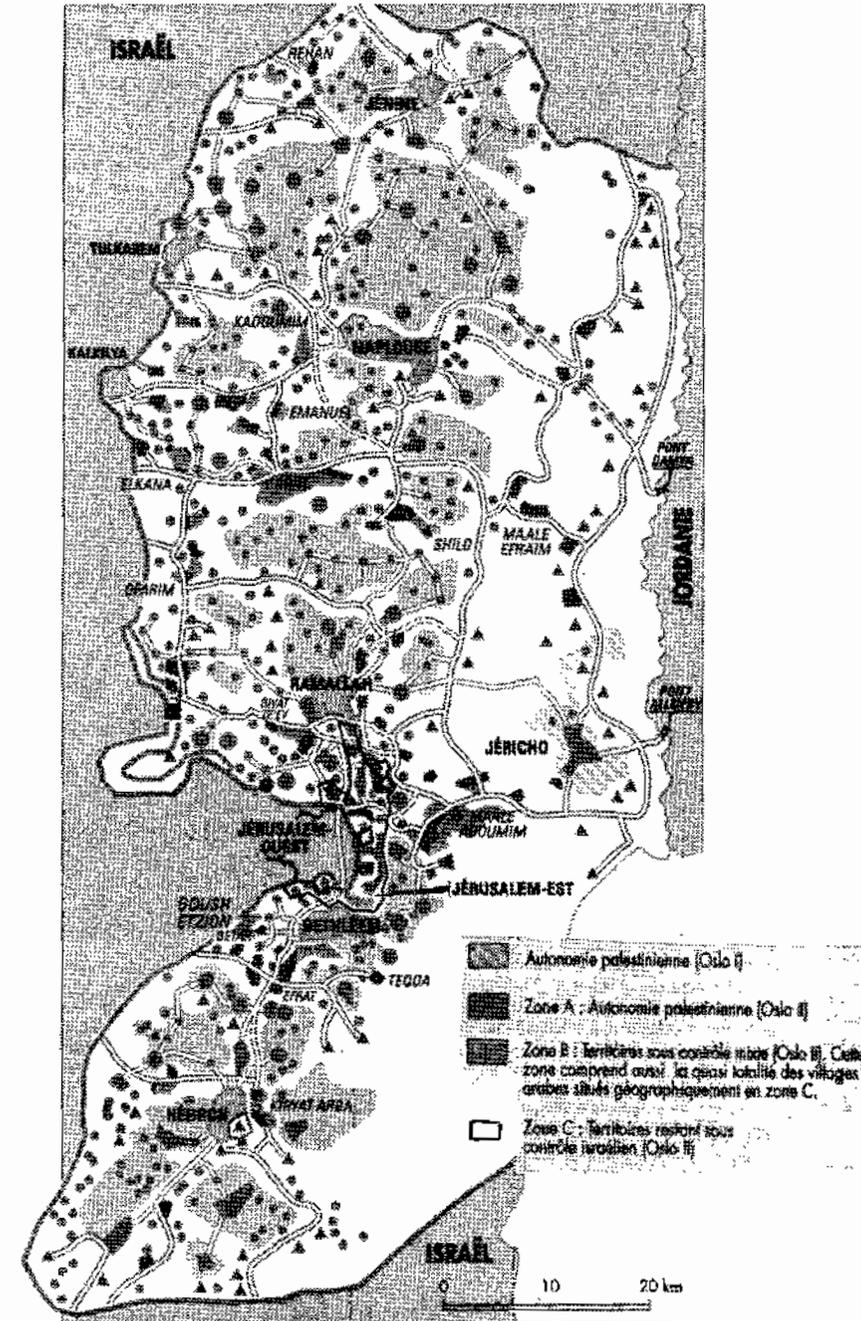
1993 marque donc un tournant considérable puisqu'il consacre l'idée que ce territoire sera partagé entre Palestiniens et Israéliens. Mais ce qui prend forme actuellement est un partage absolument déséquilibré: sous réserve d'un certain nombre d'ajustements à négocier, une paix juste devrait restituer aux Palestiniens l'intégralité de la Cisjordanie et de Gaza; or les Accords de Washington de septembre 1995 ont posé le principe d'une division de la Cisjordanie en trois zones A, B, C. La première, d'où les Israéliens se sont retirés, inclut les villes que les Palestiniens peuvent donc désormais administrer de manière autonome, la seconde comprend les villages où les Israéliens continuent d'avoir un droit de regard, la troisième enfin, qui englobe tout le reste, demeure sous l'étroit contrôle israélien.

Au total, Israël conserve plus de 70% de la Cisjordanie, maîtrise toutes les communications entre tous les secteurs, et empêche toute circulation régulière entre Gaza et la Cisjordanie. Au lendemain de la signature, en août 1995, de l'accord de Taba (dit Oslo II), Shimon Pérès déclarait d'ailleurs très clairement que cet accord *"laissait entre les mains israéliennes 73% de la surface des territoires, 90% de la sécurité et 80% de l'eau"*.

Naturellement, cette configuration pourrait être acceptable si elle ne représentait qu'une étape avant que d'autres aménagements plus fondamentaux ne se mettent en place dans la perspective d'une rétrocession progressive de la plus grande partie de la Cisjordanie. Or cette hypothèse est, pour le moins, improbable parce que les terres dont il est question ont fait l'objet, depuis des années, d'un très fort mouvement d'appropriation de la part des Israéliens: ils y ont installé de véritables villes reliées entre elles par un réseau de plus en plus dense d'infrastructures routières qui toutes permettent aussi de desservir les grandes agglomérations israéliennes. Ce qu'on appelle habituellement les colonies ou les implantations ne sont donc pas un problème parmi d'autres mais bien une question fondamentale: c'est par ce moyen qu'Israël entend conserver la maîtrise d'une très grande partie de la Cisjordanie.

A cet égard, il est très instructif de comparer deux cartes: la première est celle de l'accord d'Oslo II qui délimite les trois zones que je viens d'évoquer (carte I). Les colonies n'y apparaissent pas mais on voit bien la répartition des espaces et donc l'étroitesse et la configuration des secteurs palestiniens. Ils sont comme encerclés par la zone C et dans une certaine mesure par la zone B.

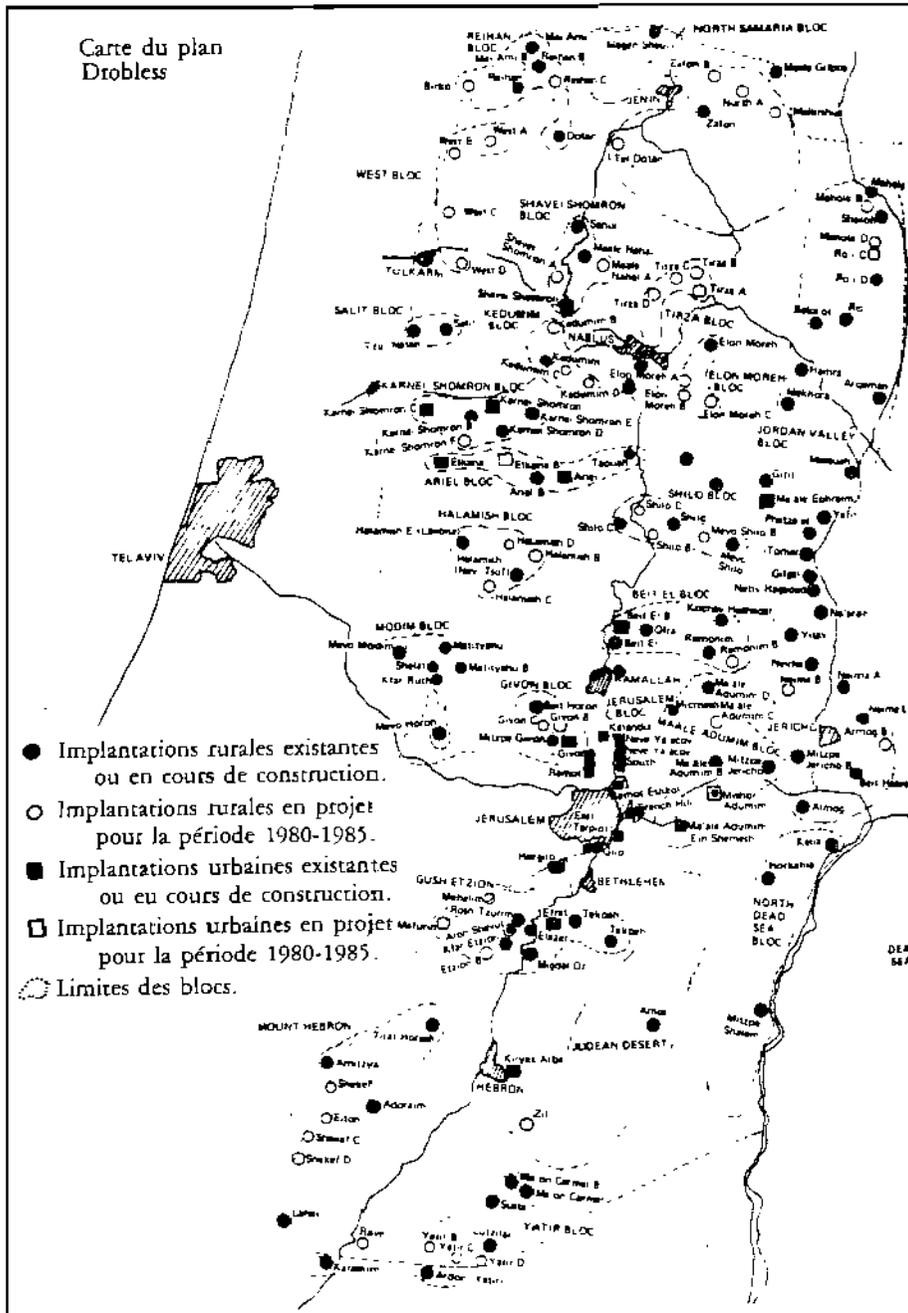
CARTE I (PHILIPPE REKACEWICZ- LE MONDE DIPLOMATIQUE)



Confluences

CARTE II

Carte du plan  
Drobbless



Été 1996

L'autre carte (carte II) est très peu connue et beaucoup plus ancienne puisqu'elle remonte à 1978. Elle visualise le plan préparé par Matityahu Drobless, qui, à la demande du gouvernement de Menahem Begin, devait avancer des propositions de développement des implantations israéliennes dans les territoires occupés afin, notamment, de rendre l'occupation irréversible par des *faits accomplis* de grande envergure. Dans cette perspective, il s'agissait de créer des "blocs" de peuplement qui, reliés entre eux constitueraient des ensembles indéracinables. Ainsi en était-il du projet autour de Jérusalem qui consistait à relier entre eux plusieurs centres comme celui de Maale Adumim et permettre ainsi la création d'un "grand Jérusalem". La constitution et la répartition de ces "blocs" étaient donc au cœur de cette politique d'appropriation de la terre et de maillage de l'espace.

Par ailleurs, les termes utilisés dans le plan Drobless sont tout à fait significatifs à la fois de l'ambition poursuivie et de l'idée qu'il se faisait des Palestiniens considérés comme des "minorités". Après avoir réaffirmé *"qu'il ne doit pas y avoir l'ombre d'un doute sur notre intention de garder les territoires de Judée et de Samarie"*, il souligne que l'autonomie (telle qu'elle est envisagée dans les Accords de Camp David qui venaient d'être signés avec l'Égypte) *"ne concerne pas et ne concernera pas les territoires mais uniquement la population arabe"*. Son analyse aborde ensuite les modalités stratégiques de cette prise de possession de l'espace: *"il faut créer des blocs de colonies entretenant des rapports réciproques et situés dans des régions homogènes... les colonies devront être disposées non seulement autour des centres habités par les minorités mais aussi dans les intervalles qui les séparent selon la politique de colonisation déjà adoptée en Galilée et ailleurs dans le pays..."*

Ce discours et cette carte appartiennent au Likoud de Menahem Begin et donc, pourrait-on croire, au passé. Or lorsqu'on circule aujourd'hui, comme je viens de le faire une fois encore, en Cisjordanie, force est de constater que ce projet a été pour une bonne part réalisé. Non pas sans doute dans son exacte configuration initiale, mais bien dans sa logique. Ainsi par exemple, le grand Jérusalem est sur le point de devenir une réalité comme l'est aussi l'imposant dispositif routier qui quadrille toute la Cisjordanie au profit exclusif des colonies. Non seulement les constructions de villes, de villages et de routes ne se sont pas arrêtées depuis 1978 mais elles continuent, actuellement, avec beaucoup d'intensité (les constructions ont commencé dès 1968 mais elles se sont vraiment accélérées et développées avec l'arrivée au pouvoir du Likoud. Les Travailleurs avaient surtout construit dans la vallée du Jourdain et, bien entendu, tout autour de Jérusalem).

La comparaison entre ces deux cartes démontre à quel point les projets d'appropriation de l'espace envisagés par les gouvernements israéliens dans les années quatre-vingt trouvent aujourd'hui une sorte de légitimité internationale avec les accords d'Oslo. Si cette situation n'était que provisoire, il n'y aurait rien d'alarmant, mais tout porte à penser que ce n'est pas le cas. Si cette hypothèse est juste, il faut savoir alors qu'on n'est pas en train de préparer l'avenir mais plutôt de le miner.

---

## La sécurité

---

La sécurité, est une situation qui résulte de l'absence réelle de danger, de quelque nature qu'il soit. Dans un contexte de guerre, elle s'appréhende d'abord d'un point de vue concret et matériel comme l'absence de tout risque d'atteinte à l'intégrité physique. Dans un tel contexte, elle ne peut, en effet, avoir que ce premier sens: le plus fondamental, le plus vital, le plus instinctif. Mais cette notion implique aussi des significations plus larges: le calme, la confiance, la tranquillité, l'assurance de vivre en toute quiétude. La sécurité peut-être aussi financière, économique ou sociale; et, bien sûr, elle doit être garantie à tous et non pas seulement à certains contre d'autres. Enfin, son contraire, l'insécurité, peut résulter d'un ou de plusieurs actes violents comme elle peut aussi être liée à un état permanent qui, par sa nature même, la produit.

Les Israéliens ont eu, depuis trop longtemps, à souffrir de l'insécurité. Et depuis septembre 1993, près d'une vingtaine d'attentats-suicides ont été perpétrés par des fanatiques du Hamas ou du Djihad islamique avec toujours une même méthode: un homme bardé d'explosifs se fait sauter dans un bus, dans une voiture, ou à pied, au milieu de dizaines de personnes. Le bilan cumulé de ces attaques est très lourd: 130 morts et plus de cinq cents blessés. Il est d'autant plus insupportable que cette série d'attentats a commencé à se développer après la signature des accords de paix. A l'échelle d'un pays comme la France cela reviendrait à multiplier ces chiffres au moins par dix.

Face à une situation si préoccupante, Shimon Pérès a donc réagi avec la plus grande fermeté. Il lui a fallu aussitôt changer de rôle et tenter d'assumer à la fois le sien et celui que Rabin savait si bien incarner: celui d'un homme garant de la sécurité d'Israël. Se déclarant *"en guerre contre le Hamas"*, il a aussitôt exigé de Yasser Arafat qu'il prenne des mesures radicales contre le terrorisme et a annoncé une série de décisions extrêmement fermes pour "séparer" les Palestiniens des Israéliens, ce qui s'est traduit par un bouclage total et hermétique des territoires palestiniens avec un renforcement systématique des barrages et des contrôles entre Israël et les Territoires mais aussi à l'intérieur de la Cisjordanie où désormais toute circulation entre les villes autonomes et entre les villages devenait très difficile voire, certains jours, impossible. Tout porte à croire que ces mesures décidées au lendemain de la seconde série d'attentats début mars resteront en vigueur au moins jusqu'aux élections israéliennes du 29 mai 1996. On imagine mal en effet le gouvernement de Shimon Pérès prendre des initiatives qui pourraient être interprétées comme autant de signes de relâchement face à la menace terroriste.

Pour les Palestiniens, cette situation est dramatique. Alors que dans leur immense majorité ils condamnent ces attentats (pour la première fois,

---

Eté 1996

à Gaza et en Cisjordanie des manifestations ont eu lieu pour exprimer cette condamnation), ils se retrouvent victimes de mesures qui les empêchent de se déplacer, de travailler et donc tout simplement de vivre. A Gaza, en particulier, l'enfermement est d'autant plus insupportable qu'il se traduit par un étouffement économique pratiquement total au point qu'il a fallu faire venir d'urgence des camions de nourriture que les Israéliens ont laissé passer au compte-gouttes...

La réponse choisie par Shimon Pérès peut se comprendre du point de vue qui est le sien: dans la situation désormais fragile où il se trouve, il estime n'avoir pas d'autres moyens pour continuer le processus de paix que de le mettre en péril.

Le problème est qu'il le met gravement en péril car pour atteindre quelques centaines de dangereux activistes, il pratique la méthode du châtimement collectif. Cette situation est d'autant plus mal acceptée par les Palestiniens qu'ils ont le sentiment qu'à l'inverse, rien n'est fait quand ils sont les victimes du terrorisme juif. Et il est exact que les Palestiniens ont eu aussi beaucoup à souffrir d'attentats menés par des fanatiques; que se soit il y a quelques années sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem ou plus récemment en Israël même lorsqu'un autre fanatique a tiré sur un groupe de travailleurs palestiniens attendant de trouver leur employeur pour la journée, ou encore en février 1994 à Hébron quand un colon a assassiné près de trente musulmans en prière. Face à ces événements dramatiques, rien de décisif n'a été entrepris contre les coupables et encore moins contre leurs complices directs ou indirects; si ce n'est... qu'à chaque fois, ou presque, les Territoires ont été bonclés!

Il ne s'agit pas ici de se livrer à une sorte de bilan comparé des victimes du terrorisme, qui serait aussi absurde que dérisoire, mais bien de souligner que la sécurité est nécessaire pour tous et non pas seulement pour les uns contre les autres. En ce sens aussi, il est évident que l'occupation est, par définition, le règne sans partage de l'arbitraire et donc de l'insécurité absolue: tout peut arriver à n'importe qui, n'importe où, n'importe quand.

Aujourd'hui, les deux peuples sont pris en otage par les extrémistes des deux bords. Le fanatisme religieux — islamiste d'un côté, juif de l'autre — est animé de la même haine meurtrière et est porté par des hommes qui n'ont qu'une seule obsession: briser le processus de paix et les espoirs qu'il a engendrés. Nous ne sommes plus dans la configuration d'avant septembre 1993 où les Israéliens et les Palestiniens s'affrontaient de toutes les manières possibles. Bloc contre bloc. Or malgré le fait que la configuration ait radicalement changé, tout se passe comme si tout était comme avant. Ces attitudes sans nuances risquent de tout remettre en question et, en tout cas, de laisser des traces profondes bien au-delà des élections du 29 mai, et quel que soit alors le gouvernement.

Personne ne peut sérieusement nier la nécessité d'une répression systématique pour briser l'action de ces dangereux fanatiques. Mais il est parfaitement illusoire de penser qu'elle peut suffire à éradiquer ce type de pratiques d'autant moins qu'elles bénéficient très probablement de soutiens logistiques extérieurs. D'où sans doute, au moment où ces lignes sont écrites, cette fuite en avant de Shimon Pérès qui pense nécessaire de

faire bombarder les bases du Hezbollah au Liban.

Haydar Abdel Shafi me disait qu'il avait le sentiment que les Palestiniens étaient "déshumanisés". Le mot est terrible parce qu'il est sans doute juste. Comment peut-on penser en effet qu'en ne faisant rien ou pratiquement rien d'important sur le plan économique à Gaza et en Cisjordanie, on pourra longtemps encore prévenir d'autres attentats islamistes? Quelle que soit l'intensité des répressions, les humiliations et les frustrations ainsi générées, notamment chez les jeunes, vont continuer à nourrir un terreau d'où pourront surgir les actes les plus insensés. Comment imaginer que toute régression économique et sociale ne puisse pas être perçue pour ce qu'elle est: une irrésistible dégradation de la vie quotidienne dont on ne voit jamais la fin?

En raison de ces attentats, plus aucun travailleur palestinien ne peut plus se rendre en Israël. Cela a donc provoqué une aggravation du chômage déjà très important depuis quelques années puisqu'Israël a décidé de remplacer progressivement la main d'œuvre palestinienne par une autre importée notamment d'Asie. Ce choix est sans doute compréhensible mais encore faut-il que des solutions soient trouvées pour les dizaines de milliers de travailleurs qui se retrouvent ainsi privés, d'emploi. Comme par ailleurs les possibilités de commercer avec l'étranger sont extrêmement réduites et même nulles actuellement, on saisit l'importance absolument déterminante de la dimension économique qui en définitive commende toutes les autres.

Au sommet de Sharm-el-Sheikh, consacré au terrorisme, seuls quelques chefs d'Etat, dont Jacques Chirac, ont posé le problème en ces termes en insistant sur l'urgence d'un soutien économique aux territoires palestiniens.

Il faut espérer que leur discours sera rapidement suivi d'effet et que, d'une manière générale, cet aspect fondamental sera pris en compte par les différents acteurs de ce processus avec une toute autre ambition et une toute autre détermination que ce qui a été entrepris jusqu'à présent.

Ce processus de paix est une chance historique pour les deux peuples, pour la région et pour le monde entier.

Pour qu'il réussisse encore faut-il qu'il soit fondé sur un minimum d'équité et qu'il permette à ceux qui ont perdu leur dignité de la recouvrer.

Jean-Paul Chaguollaud

---

Eté 1996